

LE POINT DE VUE DU GERANT

MAI 2021

Depuis un an, les marchés financiers sont soutenus par les injections massives de liquidités des banques centrales et comptent désormais sur les plans de relance pour prolonger leur parcours haussier. Dans ce contexte il est intéressant de se pencher sur la face cachée de ces plans, et en particulier ceux de l'administration Biden.

J. Biden arrive au pouvoir dans un contexte de crise tel que l'avait connu F. D. Roosevelt lors de sa victoire aux élections de 1932. Si le président Roosevelt a marqué l'histoire avec son New Deal et des mesures phares comme l'instauration de la sécurité sociale et le Glass-Steagall Act (séparations des métiers de banque de dépôt et d'investissement), il semble que J. Biden veuille également laisser une trace indélébile de son passage. Une des mesures de l'American Rescue Plan consiste à verser une aide financière aux ménages gagnant moins de 150 000 dollars annuels, soit 80% des ménages américains. Ainsi, un couple avec 2 enfants a touché en janvier 600 dollars par personne, soit 2400 dollars. Puis en mars, il a touché 1 400 dollars par personne, soit 5 600 dollars pour le foyer. Cela fait donc 8000 dollars en cumulé depuis le début de l'année. A cela s'ajoute un crédit fiscal de 3 600 dollars par enfant de moins de 6 ans et de 3 000 dollars par enfant dont l'âge est compris entre 6 et 17 ans. Un couple avec 2 enfants reçoit donc en cash ou en crédit d'impôt entre 6 000 et 7 200 dollars en plus des 8 000 dollars déjà perçus. Ces chiffres s'ajoutent aux salaires du ménage. En cas de chômage, il est prévu une aide additionnelle de 300 dollars par semaine par personne. Pour un étudiant, en plus des aides financières de janvier et mars, ce dernier bénéficie d'un droit à l'oubli sur son prêt étudiant à hauteur de 10 000 dollars, sans d'ailleurs que cela soit considéré comme un revenu taxable par l'administration fiscale. On l'aura compris, une première face cachée du plan de relance est l'instauration d'un salaire universel. Dans un contexte de reprise en « K », une large partie de la population est en situation précaire. La montée en puissance de nouvelles technologies comme l'intelligence artificielle risque à l'avenir de bouleverser le marché de l'emploi et d'augmenter cette précarité. Ainsi, les mesures prises semblent destinées à apaiser un climat social tendu qui pourrait durer.

Le climat international est également tendu et le président Biden va devoir gérer la guerre commerciale et technologique avec la Chine. De nombreux acteurs chinois sont méfiants depuis les incidents autour de Huawei qui avait commencé à dépasser Apple sur la technologie 5G et semblent faire par précaution des stocks de semi-conducteurs. Les Etats-Unis de leur côté ont depuis plusieurs décennies adopté un modèle où les cols blancs de l'industrie du semi-conducteur sont basés en Californie et les cols bleus, les fondateurs, sont basés en Asie. Mais désormais environ 60% des capacités de production mondiale sont concentrées dans 3 pays (Taïwan, la Corée du Sud et le Japon). Ceci pose un problème stratégique en cas de conflit avec la Chine et ce d'autant plus que la Chine semble multiplier les manœuvres militaires près de Taïwan. Dans ce contexte, le plan de relance de J. Biden inclut le « Chip Act » qui alloue 50 milliards de financement afin de relocaliser la production de puces aux Etats-Unis. Ce plan, inclus dans l'« American Job plan » s'inscrit dans la continuité du « America First » de la précédente administration. L'objectif final semble être d'instaurer à terme une surcapacité locale afin de ne plus dépendre de l'Asie.

Au global, certaines mesures des plans de relance sont très défensives et montrent qu'au-delà des effets de base positifs par rapport à une année 2020 à l'arrêt, la vraie reprise pourrait être poussive. A cela s'ajoute que ces plans incluent des hausses d'impôts pour les entreprises et les américains les plus aisés. Or, il est rare de réussir à relancer une économie en augmentant les impôts. Les marchés risquent donc de dépendre encore pour pas mal de temps des injections de liquidités des banques centrales.

Gérant
David DEHACHE

